

L'euro va-t-il perdre son statut de deutsche mark über alles ?

Le dossier grec a remis sur le devant de la scène la question de l'euro. Nous avons suffisamment souligné dans cette chronique le jeu de poker menteur autour de cette question pour éviter de tomber dans le débat artificiel sur le sujet. Cependant, on le sait, la problématique de la gestion de l'euro dépasse très largement le cadre des finances publiques grecques. Les sujets électoraux allemand et français suffisent à servir en quelque sorte de rappel au règlement.

Après 18 ans, les Allemands, les Français et les Italiens jugent des effets de la monnaie unique

La pérennité du montage qu'a constitué la monnaie unique européenne est mise aujourd'hui en cause par des partis assis sur l'analyse comme l'Alternative Für Deutschland allemand ou sur l'audience comme le Front National en France. Le premier est issu des milieux universitaires quand le second s'inscrit dans un mouvement nationaliste de réaction à une règle imposée de l'extérieur.

Dans cette affaire, on a vite fait de caricaturer. Le « parti de professeurs » allemands (le fameux AFD) a tout à voir avec la problématique propre au pays et rien avec une union européenne des contestations de la supranationalité. Que dit cette AFD anti-euro et pro-Union Européenne ? Que la monnaie unique n'est pas viable dans autant

d'économies que les 19 adhérentes. Sans entrer dans les particularismes des pays baltes, de l'Europe orientale, de la Méditerranée ou de pays nordiques, on n'a pas besoin de beaucoup de démonstrations pour comprendre, comme ces spécialistes allemands de l'économie, que l'union monétaire ne peut que se concevoir qu'en réduisant l'ambition à des zones homogènes sur les plans fiscal et social, faute de créer des écarts de compétitivité, synonymes à terme de crise de la dette, puis de sauvetage, réputés coûteux pour le pays jugé – provisoirement – le plus solvable.

Inutile de tergiverser : l'euro est d'abord une union franc-lire -mark, recevant la peseta espagnole en renfort marginal. Après dix-huit ans, la monnaie unique présente à la fois un mode de gestion et un bilan financier, et, plus encore, économique. Les Allemands, les Italiens, les Français jugent désormais la situation des économies, des marchés de l'emploi, la dynamique conjoncturelle, davantage qu'ils analysent les comptes rendus du comité de politique monétaire de la Banque Centrale Européenne (minutes dans le jargon anglo-saxon).

Vérité au-delà du Rhin, au-delà des Alpes, en deçà...

On sait maintenant qu'une monnaie unique sans une convergence des réglementations fiscales et sociales porte les conséquences internes. L'Europe de

monnaie unique n'est pas comparable aux États-Unis d'Amérique de l'unification violente de la guerre de sécession. Sans ajustement de change, les chocs se transmettent dans l'économie réelle et, aujourd'hui, ils trouvent une traduction dans l'écart de croissance (favorable à l'Allemagne et à la France) ou dans le chômage de masse (en Espagne, en Italie ou en France).

Cela posé, l'amélioration conjoncturelle mondiale peut permettre de passer sur ces éléments de cassure. La demande extérieure profite aux économies ayant mené une gestion interne de combat au sein de la zone euro - Allemagne en tête - mais entraîne aussi l'ensemble. Pour autant, la tentation de comparaison s'invite dans les débats politiques : cette année la croissance du Royaume-Uni du Brexit sera supérieure à celle des pays de la monnaie unique ; 2018 n'inversera a priori pas cette tendance.

C'est dans ce contexte - politique - que la Banque Centrale Européenne se pose, cette semaine, la question de la « normalisation » de sa stratégie monétaire. Évidemment, il n'est pas question de justifier une politique à nouveau récessive de l'institut d'émission par des risques d'inflation : la dérive sous-jacente des prix est toujours et durablement inférieure à 1 %. La question n'a rien d'économique ou de monétaire. Elle est politique.

On a tendance en France à se focaliser sur le soap opera de la présidentielle. Il ne faudrait pas que cela incite à perdre de vue la politique intérieure allemande. Vendredi dernier, le vice-président de la CDU, Ralph Brinkhaus s'est invité dans le débat, estimant que « l'inflation plus élevée en Europe prive la BCE de légitimité pour maintenir sa politique d'argent facile ». Ce n'est pas une blague.

Qui peut faire le mouvement vers une convergence européenne ?

On est au centre de la problématique de l'euro, réussite sur le marché des changes sur la base de la crédibilité allemande et française (Eh oui!) en attractivité, en puissance économique et en crédibilité financière liée à la faculté de lever l'impôt. Au-delà de la politique électorale des deux côtés du Rhin, l'euro joue finalement sa survie. On a du mal à imaginer que l'alignement sur l'Allemagne puisse venir des deux grandes économies que sont la France et l'Italie. On n'imagine pas non plus l'inverse, même si, évidemment, l'Allemagne est l'économie qui aurait le plus à perdre d'un éclatement de la zone monétaire unique. Mais, d'une façon ou d'une autre, l'euro ne va pas continuer à bénéficier du statut de « deutsche mark über alles » que la politique française des dix dernières années lui a assuré.